

***Crises militaro-politiques en République Centrafricaine
de 1996 à 2003.***

Dr Marcel OUNDA
Maître Assistant
Université de Bangui
marcelounda2@gmail.com

RESUME

L'avènement du multipartisme imposé aux présidents africains au 16^e sommet France-Afrique de La Baule du 19 au 21 juin 1990 n'a pas pu véritablement apporter un changement positif dans le système politique instauré en République Centrafricaine de 1960 à 1990 basé sur le parti unique avec ses corolaires comme la dictature, le clanisme, la gabegie, le népotisme, l'affairisme, le clientélisme...Le président Ange Félix Patassé et le MLPC, après trois ans d'exercice de pouvoir, ont montré leur limite en pérennisant l'ancien système, ce qui a entraîné des crises dans le pays et a permis au général François Bozizé de réussir son coup d'Etat le 15 mars 2003.

MOTS CLES : Crises-militaro-politiques-Centrafrique

ABSTRACT

The advent of the multipartism imposed to the African presidents at the 16th France-Africa top of Baule from 19 to June 21, 1990 could not truly bring a positive change in the political system founded in Central African Republic of 1960 to 1990 based on the single party with its corolaires like the dictatorship, the clanism, the gabegie, the nepotism, the mixing business and politics, the clientelism... president Ange Felix Patassé and the MLPC, after three years of exercise of being able, showed their limit by perennializing the old system, which involved crises in the country and made it possible to the General François Bozizé to on make a success of his coup d'etat March 15, 2003.

Keywords: Crisis-militaro-policy-Central Africa

INTRODUCTION

Le 1^{er} décembre 1958, Barthélemy Boganda fonde la première République en Afrique centrale en vue de remplacer les institutions du système colonial. Le 29 mars 1959, il meurt dans un accident d'avion de retour de Berberati où il est allé faire la levée du drapeau aux cinq couleurs (bleu, blanc, vert jaune et barré de rouge). La mort tragique du fondateur du MESAN (1949) et de la République Centrafricaine plongea le nouveau territoire dans une incertitude notable, l'empêchant du relèvement économique et social depuis son accession à l'indépendance (13 août 1960) jusqu'à nos jours.

La relève n'a pas été bien menée, ce qui a fait que depuis son accession à l'indépendance nationale en 1960, et après l'instauration du parti unique le 23 décembre 1960 (P. Kalck, 1974 ; 309), la République Centrafricaine a connu plusieurs crises qui ont mis à mal son processus de développement. Cette situation était due à l'amateurisme du premier président, à la dictature imposée au peuple centrafricain, au clanisme et au népotisme.

C'est ainsi que, pour amener les dirigeants africains à bien mener leur politique, le président Mitterrand avait prononcé, au XVI^e sommet France-Afrique de La Baule du 19 au 21 juin 1990, ce discours :

Il y aura une aide normale de la France à l'égard des pays africains, mais il est évident que cette aide sera plus tiède envers ceux qui se comporteraient de façon autoritaire, et plus enthousiaste envers ceux qui franchiront, avec courage, ce pas vers la démocratisation... (www.diplomatie.gouv.fr)

A partir de cette initiative française, les Centrafricains comme tous les Africains, ont commencé à imposer au chef d'Etat l'organisation du débat national. Cette assise a permis de réfléchir sur tous les problèmes qui ont freiné le développement de l'Afrique depuis l'indépendance et voir de quelle manière changer de perspective politique. Des crises sociopolitiques ont secoué la République Centrafricaine à tel point que le président André Kolingba était obligé d'instaurer le multipartisme en 1991.

C'est ainsi que des élections ont été organisées en 1992 dans le but d'apaiser les tensions sociales et satisfaire aux exigences de la France avant de bénéficier des aides financières internationales. Mais celles-ci ont été annulées pour être réorganisées en 1993. Ange Félix Patassé a été élu président de la République Centrafricaine à l'issue du second tour.

En 1996, le pays commence à connaître une série de crises militaro-politiques et sociales mettant en mal le faible tissu économique. La communauté internationale est obligée d'intervenir en jouant le rôle d'arbitre entre les protagonistes. Mais ces crises ont persisté jusqu'au coup d'Etat qui a porté au pouvoir le général François Bozizé le 15 mars 2003.

L'objet de cet article est d'analyser sur le plan historique et scientifique les différents intérêts en jeu dans les crises successives ayant secoué la République Centrafricaine de 1996 à 2003. Mais auparavant, il est important de chercher les causes de ces différentes crises.

1. Les causes des différentes crises militaro-politiques en République Centrafricaine

Trois ans après l'accession à la magistrature suprême de l'Etat par les voies des urnes, le président Ange Félix Patassé allait faire face à une série de mutineries aux conséquences dévastatrices : destruction des biens publics causant ainsi la baisse des recettes de l'Etat, les arriérées de salaires s'en sont suivi engendrant des remous sociaux (S-B. Mongaba, 2009). Mais la cause fondamentale des crises en RCA demeure la pauvreté, caractérisée par l'insuffisance de moyens de production nécessaire à l'acquisition du minimum vital.

1.1. Les causes politiques

En République Centrafricaine, il y a eu succession d'hommes au pouvoir depuis 1960 jusqu'en 2003 sans que soit changé le système politique mis en place. Cet aspect des choses se traduit par la mauvaise gouvernance qui se définit comme l'incapacité de rendre compte de la gestion des choses publiques, la centralisation et la concentration du pouvoir entre les mains d'une seule personne ou d'une poignée de personnes qui, le plus souvent, appartiennent à un même clan. Ce qui fait que les Centrafricains appartenant aux autres ethnies se battent pour adhérer au parti au pouvoir afin de bénéficier de la largesse du président de la République. Dans le cas contraire, ils sont taxés d'opposants et, même s'ils sont compétents et qualifiés pour assumer telle ou telle fonction, le parti au pouvoir ne leur fera jamais confiance. L'armée est même politisée et c'est une fierté d'appartenir à l'ethnie du président. Face à cette situation qui perdure, il y a un sentiment de rejet et de marginalisation de certaines catégories sociales dans la gestion des biens publics et cela entraîne des conflits qui débouchent, le plus souvent, sur des crises avec des conséquences graves dans le pays.

Au lendemain de son élection, le président Ange Félix Patassé avait pris une grande décision mettant en place une commission d'audit qui avait pour mission de faire la lumière sur la gestion des biens de l'Etat pendant les douze dernières années. Il était donc question de la gestion du régime d'André Kolingba. Les responsables du Rassemblement Démocratique Centrafricain (RDC), parti du président déchu, n'avaient pas vu d'un bon œil cette commission pour la simple raison que beaucoup d'entre eux risquaient d'aller en prison si cette commission arrivait à déposer son rapport. Pour ces anciens dignitaires du régime du Rassemblement Démocratique Centrafricain, le Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MLPC) parti du président Ange Félix Patassé venait de lancer une chasse aux sorcières dans le but de régler le compte de leurs adversaires politiques.

1.2. Les causes socioéconomiques

En 1994, les acteurs sociaux et politiques avaient accepté de taire leurs revendications tout en proposant un certain nombre d'actions dans le but de trouver une solution aux problèmes des arriérés de salaires. Mais le MLPC avait préféré brandir sa majorité à l'Assemblée Nationale et refusait, par la même occasion, la main tendue de tous ceux qui avaient contribué à l'instauration du multipartisme en Centrafrique et qui croyaient que tout allait marcher comme sur les rails (S-B. Mongaba, 2009 ; 10).

Très tôt, la politique mise en place par le président Ange Félix Patassé avait commencé par montrer ses limites en appliquant l'exclusion, le tribalisme, la gabegie et il n'y avait plus de liberté d'expression. Ajouter à ces maux, la dévaluation du franc CFA, en 1994, qui avait porté un coup fatal à l'économie déjà fragilisée par la détérioration des termes d'échange et de la chute des cours mondiaux.

Le personnel de l'administration nommé à des postes de responsabilité, ne répondait pas le plus souvent au profil de formation exigé, à tel point qu'il ignorait le sens de responsabilité professionnelle et n'exécutait plus les décisions de leurs chefs, pour la simple raison qu'ils étaient là grâce à leurs parents. La faible productivité des agents publics avait entraîné l'incapacité de l'Etat à assurer ses missions essentielles et à répondre aux attentes des usagers de services (W. Gremboui, 2009).

Cette situation socioéconomique n'avait pas permis à l'Etat d'honorer ses engagements vis-à-vis de l'extérieur, ni de répondre à ses dépenses de souveraineté. La baisse des recettes était à l'origine des arriérés de salaires. Depuis 1994, l'Etat centrafricain n'avait pas bénéficié d'aides extérieures. La pénurie d'hydrocarbures que le pays avait connue, avait entraîné des conséquences graves comme l'augmentation des prix des denrées alimentaires (Jeune Afrique Economie, n° du 4 octobre 1999).

Mais, il faut reconnaître que même si les entraves économiques étaient nombreuses et préoccupantes, des potentialités importantes en agro-pastoral, en ressources forestières et en réserves minières ne manquaient pas en RCA. Seulement, il y avait un problème de gestion des biens publics.

Sur le plan administratif, les structures existantes ne servaient plus de vecteur de développement socioéconomique. La politique de décentralisation et de régionalisation entamée après les élections de 1999 avait échoué ; car les collectivités territoriales mises en place ne répondaient pas aux aspirations des populations locales (Ministère du Commerce, 2000) en ce sens que le gouvernement avait ramené les chefs-lieux dans les régions qui étaient favorables au régime du MLPC.

Toutes ces décisions impopulaires prises ont isolé progressivement le président Ange Félix Patassé et le MLPC du reste de la population centrafricaine. Le rang des mécontents ne cessait de grandir de jour en jour et c'est ainsi que toute une série de crises avaient ébranlé le régime jusqu'à la chute du président Patassé en 2003.

2. Les différentes mutineries

Le 18 avril 1996 dans la matinée, des militaires, tous corps confondus, avec des armes avaient pris possession de la ville de Bangui, sillonnant à bord de véhicules réquisitionnés et tirant en l'air pour réclamer le paiement de trois (3) mois d'arriérés de salaires. Un mois après cette première mutinerie, une seconde éclate le 18 mai et une 3e le 15 novembre 1996.

2.1. La première mutinerie (18 avril 1996)

Ange Félix Patassé, président du Mouvement de Libération du Peuple centrafricain (M.L.P.C), était élu le 19 septembre 1993 avec 53,45% des voix devançant ainsi le professeur Abel Goumba, candidat de la Concertation des Forces Démocratiques centrafricaines (C.F.D).

Le M.L.P.C avec 33 sièges aux législatifs, allait profiter de l'éclatement de la C.F.D pour assurer une majorité parlementaire confortable.

La constitution adoptée par référendum le 28 décembre 1994 avec 82% (CEMI, 1993) de suffrages mais avec une faible participation (environ 40%) est promulguée le 14 janvier 1995 par le Président de la République. Très rapidement la situation politique se détériore en 1995. Sept partis d'opposition se regroupent au sein d'un Conseil démocratique des partis de l'opposition centrafricain (CODEPO) fustigeant, dès le mois de novembre 1995, le caractère autoritaire et ethnocentriste du président Patassé.

A partir de 1996, la vie politique avait connu le début d'une série de crises, grognes sociales et mutineries, aux conséquences dévastatrices. Sur le plan socio-économique le pays entre dans une instabilité chronique. Les enseignants, bravant les mesures d'intimidation et de représailles, ouvraient le bal à la grande satisfaction de tous les travailleurs au mois d'avril 1996 par une grande marche de protestation contre le régime impopulaire du président Ange Félix Patassé.

Deux jours seulement après la grande marche des enseignants, une partie de l'armée centrafricaine décidait de réagir. En début d'après-midi du 18 avril 1996, les éléments du Régiment de Défense Opérationnelle du Territoire (R.D.O.T) détachés en provinces se sont retrouvés au PK 12, puis entraient dans la ville de Bangui.

Les soldats mutins, qui n'avaient pas pu occuper la radio et le centre-ville où se trouvaient la présidence de la République et les différents ministères protégés par les éléments de la garde présidentielle, s'étaient contentés de prendre possession des grands carrefours de la capitale. A partir de ce moment, l'armée centrafricaine était divisée : d'un côté il y avait les militaires mutins et en face ceux qui sont restés fidèles au président Ange Félix Patassé appelés encore loyalistes. L'affrontement devenait inévitable entre les deux camps.

Après avoir occupé une partie de la capitale, les mutins avaient fait connaître les raisons qui les avaient amenés à se mutiner. On notait entre autres le retard dans le paiement des salaires, une certaine méfiance caractérisée par le maintien des militaires appartenant à d'autres tribus que celle du président Patassé loin de la capitale, et un malaise persistant au sein des FACA. Il faut noter que l'insurrection des hommes de rangs, conduite par l'Adjudant Dokodo et le Sergent Cyriaque Souké, avait constitué un signal fort à l'endroit des autorités politiques et cela afin qu'une solution durable soit trouvée à leurs revendications corporatistes.

La première mutinerie qui a duré 8 jours avait eu un dénouement heureux grâce à la médiation menée par les Eléments Français d'Assistance Opérationnelle (E.F.A.O) basés à Bangui, dirigés par le général Perez (I.A.Aboubakar, 2001). Et le président Ange Félix Patassé, qui avait décidé de ne pas poursuivre les mutins, avait annoncé la création d'un comité de réflexion sur les conditions de vie des militaires dans les casernes et la tenue des Etats généraux de la défense nationale. Ce comité était piloté par le ministre d'Etat à la défense Jean Mété Yapendé.

2.2.La deuxième mutinerie (18 au 26 mai 1996)

Après avoir échappé à une arrestation au camp de Roux où il était convoqué, l'Adjudant Dokodo s'était rendu immédiatement au Camp Kassaï où se tenait le grand rapport militaire hebdomadaire placé sous le commandement du chef d'Etat-major des armées, le Colonel

Régonessa et du sous-chef d'Etat-major, chef de bataillon Abel Obrou. Informés de la tentative d'arrestation de Dokodo, les soldats en colère avaient fait prisonnier le chef d'Etat-major et envahi tout Bangui à bord des véhicules des particuliers réquisitionnés en route. En effet, la tentative d'arrestation de Dokodo et la décision du désarmement du R.D.O.T et du R.M.I étaient à l'origine de cette seconde mutinerie. Dokodo et Souké avaient compris que le président Patassé n'était pas un homme de parole. Les troupes mutinées s'étaient engagées dans un nouveau soulèvement dans le but d'amener le président Patassé à appliquer les accords précédemment conclus.

Les mutins avaient renforcé leur position en occupant les commissariats et les ronds-points situés dans les quartiers sud de la ville de Bangui. La tension avait monté d'un cran, des coups de feu étaient tirés pendant des heures et, toute la nuit du 18 au 19, des échanges de tirs à l'arme légère et lourde avaient semé la terreur au sein de la population. La garde présidentielle avait elle aussi renforcé son effectif autour de la présidence, de la maison de la radio et de la résidence du président Patassé.

Le président de l'assemblée nationale Hugues Débozendji, le ministre des mines Charles Massi et le député Théodore Zanga d'Obo étaient également pris en otage et emmenés par les mutins au camp Kassai *comme témoins*, selon le sergent Cyriaque Souké, porte-parole des mutins *pour rendre compte de leurs problèmes* (Béafrika International, février 1998).

Les mutins étaient descendus dans les rues pour demander entre autres, la convocation des Etats généraux de la défense, l'éloignement volontaire des auteurs de la première mutinerie : Souké, Dokodo, Kpawaka, Kaba, la conservation par devers eux des armes de guerre jusqu'à l'aboutissement des accords, le remplacement du sous-chef d'Etat-major et du directeur de la garde présidentielle. Le porte-parole des mutins, le sergent Souké avait demandé également la démission du président Patassé et l'amnistie générale pour tous les mutins (Béafrika International, février 1998).

Ajouter au profond malaise né de la non satisfaction des besoins vitaux de la population, étaient venus se greffer les rancœurs et les règlements de compte, les arrestations arbitraires et détentions sans procès à la prison centrale de Ngaragba. C'était dans ce sens que les mutins, pendant la seconde mutinerie, avaient libéré tous les prisonniers politiques ou de droit commun dont le capitaine Anicet Saulet, ancien directeur général de la Société Centrafricaine de Téléphone (SOCATEL) et proche de l'ancien président André Kolingba, détenu pour un problème de détournement de deniers publics (www.sangonet.fr).

Le 5 juin 1996 toute la classe politique centrafricaine s'était engagée à œuvrer ensemble pour sortir le pays de cette situation catastrophique par la signature du Protocole d'Accord Politique (PAP) à la formation d'un Gouvernement d'Union Nationale (GUN). C'est ainsi que, ce 5 juin 1996, le président Ange Félix Patassé avait limogé son premier ministre Edouard Koyambounou, membre influent du MLPC au profit de Jean-Paul Ngoupandé à qui était confiée la lourde responsabilité de conduire le Gouvernement d'Union Nationale (www.sangonet.fr).

Le 17 juin 1996, il y avait eu formation de GUN par décret 96/174 du 17 juin. Entre août et septembre 1997 s'étaient tenus les états généraux de la défense nationale caractérisés par la réorientation de la politique de défense et de la restructuration de l'armée (J.P. Ngoupandé, 1996).

Au mois d'octobre un Programme Minimum Commun de gouvernement (PMC) était élaboré, comme véritable projet de société par toutes les sensibilités sociopolitiques

conformément au P.A.P. L'application de ce PMC devait non seulement mettre un terme au pilotage à vue du président Patassé, mais aider le MLPC à corriger ses tirs afin de laisser un bon exemple de gestion.

Le gouvernement de Ngoupandé n'avait pas pu mener à terme sa mission pour la simple raison que sa rigueur qui devait pu être bénéfique pour le pays, était mal perçue par les caciques du MLPC. Les multiples voyages des ministres étaient réduits et les rapports entre le premier et certains ministres, militants du MLPC, étaient difficiles.

2.3.La troisième mutinerie (15 novembre 1996)

Le vendredi 15 novembre, pendant que le premier ministre Jean-Paul Ngoupandé recevait, dans la matinée, les représentants des travailleurs dans le cadre du dialogue social, le procureur de la République avait donné un mandat à une section composée de la police et de la gendarmerie pour arrêter le Capitaine Anicet Saulet évadé de la maison d'arrêt lors de la deuxième mutinerie. Cette section avait essuyé une défaite. Un des gendarmes fut assassiné après les échanges de tirs.

La mise en déroute de cette section des policiers et des gendarmes mis en place pour cette opération avait été le point de départ de la troisième mutinerie qui était la plus longue, la plus politisée et la plus meurtrière.

Pour justifier leurs actions, les mutins dans un communiqué de presse lu par le capitaine Saulet déclaraient :

Près de 120 policiers et gendarmes ont tenté d'interpeller pour une destination inconnue le capitaine Anicet Saulet... La riposte d'une poignée de militaires a permis de mettre en déroute ces forces et a fait avorter le projet sous-jacent du pouvoir du MLPC qui projette en fait son assassinat...(I.A. Boubakar, 2001).

Le collectif des officiers mutins, qui avait été mis en place au camp Kassaï, justifiait l'entrée en rébellion de l'essentiel des forces armées centrafricaines par :

- la haute trahison du chef de l'Etat, chef suprême des armées qui, en introduisant dans le pays des forces non conventionnelles armées, a bafoué l'honneur des forces armées centrafricaines ;
- la politisation des structures de commandement au sein de la défense nationale qui doit être apolitique ;
- la nécessité de mettre en place une transition politique qui passe par la démission du chef de l'Etat ;
- le collectif des officiers demande également une médiation internationale des chefs d'Etat africains réunis au sommet France Afrique de Ouagadougou.

Pr Abel Goumba, en sa qualité de leader de l'opposition, avait lancé, dans le même sens que les officiers mutins, un appel au président Omar Bongo, en tant que doyen des chefs d'Etat africains, afin de conduire une médiation en République Centrafricaine.

Pendant ce temps, sur le terrain à Bangui, les choses se compliquaient de plus en plus, selon un communiqué du vice-président du MLPC en date du 17 novembre 1996 ; le secrétaire général du M.L.P.C, Joseph Vermont Tchiendo, était pris en otage par les mutins. Des voix

s'étaient élevées pour condamner cette crise militaro-politique. Il est à rappeler que la 3^{ème} mutinerie a éclaté au moment où le président Patassé se trouvait à Rome au sommet de Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation (F.A.O).

Les Chefs d'Etat depuis Ouagadougou avaient dépêché quatre de leurs pairs à Bangui pour s'enquérir de la situation. Une trêve d'une semaine était accordée pour permettre aux Chefs d'Etat de rencontrer le président Patassé, les partis politiques, la société civile et le collectif des officiers. Le 6 décembre, un processus de négociation a commencé, facilité par le Gabon, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali, supporté par les parties opposées qui conservent leur revendication initiale de la démission de Patassé.

En janvier 1997, cependant, les accords de Bangui sont signés et les troupes françaises sont remplacées par 1 350 soldats de la mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (MISAB). En mars, tous les mutins bénéficient d'une amnistie. Les combats entre le MISAB et les mutins continuent avec une large offensive menée en juin provoquant 200 victimes. Après cette ultime confrontation, les mutins restent calmes. (www.sangonet.com/actu-snews/santeah/fich-RCA-unhcr2005).

3. Les coups d'Etat

3.1. La tentative de putsch du 28 mai 2001

Après les mutineries, le président Patassé souffrait d'une traditionnelle "paranoïa du dictateur" qui provoquait une période de terreur cruelle exécutée par la garde présidentielle et les différentes milices présentes au sein de l'armée centrafricaine loyales au président, telle que celle des « Karako » (www.sangonet.com/actu-snews/santeah/fich-RCA-unhcr2005).

Le dernier trimestre de l'an 2000 était marqué par une série de crises sociales caractérisées par des grèves et des opérations baptisées « villes mortes », souvent déclarées par les centrales syndicales pour réclamer le paiement des arriérés de salaires, pensions et bourses.

Le coup d'Etat manqué du 28 mai 2001 prend de court les Centrafricains qui fondaient beaucoup d'espoir aux engagements contenus dans les accords de paix et de la réconciliation. Ces accords mettent un accent particulier sur l'interdiction du recours à la force pour la résolution des conflits et la volonté des partis politiques de garantir par leur comportement l'alternance sans recourir à la violence.

La fête des mères était célébrée avec enthousiasme dans le pays le 27 mai 2001. Les grandes réjouissances organisées avait fait baisser l'attention des éléments en faction à la résidence du président. Ainsi, dans la nuit du 27 au 28 mai, Bangui était à nouveau menacé par les soldats « mutins » qui affrontaient les loyalistes de deux heures à six heures du matin pendant quatre heures de combats intenses à la résidence présidentielle, prise d'assaut par les rebelles lourdement armés, postés à environ cinquante mètres de celle-ci.

Tous les habitants de la capitale avaient passé la nuit dans la confusion totale. Dans la même nuit, le palais présidentiel, la radio, le Camp Kassaï, le Camp de Roux étaient attaqués par les rebelles.

Le 28 mai, la radio nationale n'émettait plus et dès les premières heures les soldats loyalistes, grâce à l'Unité de Sécurité Présidentielle (U.S.P) avaient organisé la riposte qui avait fait beaucoup de victimes parmi lesquelles le général Djadder (Journal Jeune Afrique, juin 2001) patron de la gendarmerie nationale, un des plus proches du président Patassé.

Les putschistes étaient dirigés par le colonel Gamba, le Lieutenant Guy Serge Kolingba, le Chef de bataillons Anicet Saulet, le Capitaine Galloty, et soutenus par des officiers rwandais (F.I.D.H., 2001). Ils ont pris d'assaut la prison militaire du camp de Roux et libéré le général Djengbo, un proche de l'ancien président André Kolingba, condamné à dix ans de prison pour avoir tiré sur la foule à Berbérati pendant les élections avortées de 1992.

L'ancien Président de la République, Général André Kolingba, qui ne s'était pas entouré de toutes les garanties possibles (moyens matériels et humains) dans ce genre de situation, avait revendiqué, sur les ondes de RFI le 29 mai, la paternité de ce coup de force en ces termes :

Les mutins m'ont consulté en tant qu'ancien chef d'Etat et Général des armées. Je m'engage, à rétablir l'unité nationale ébranlée et la paix, à assurer la transition vers les élections futures ; je demande à Patassé de démissionner, je veillerai sur sa famille et sur ses biens. Je demande à la France de m'aider (Le citoyen n°1306, 2006).

La contre-attaque s'est organisée rapidement du côté des forces loyalistes sous le commandement du général François Bozizé, alors chef d'Etat-major, du général Bombayéké, directeur de la garde présidentielle et du ministre Jean Jacques Démafouth. Le 30 mai dans la matinée, deux Typolev libyens débarquent à Bangui, avec 300 soldats supplémentaires et véhicules blindés, destinés à la sécurité personnelle de Patassé. Cela s'inscrivait dans le cadre de la CENSAD. Cependant, dans la nuit du 29 mai une centaine d'éléments du Mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean Pierre Bemba traversaient le fleuve Oubangui pour soutenir les loyalistes (Le citoyen n°1306, 2006). Dans l'après-midi du 30 mai, s'exprimant à la Radio après l'assaut des mutins contre sa résidence, une station dénommée « la radio de la paix » qui émet depuis sa résidence, le Président Patassé promettait de mettre en déroute les rebelles qui conservaient encore des positions dans les quartiers du sud-ouest de Bangui, notamment Bimbo, Pétévo et camp Kassai. Dans sa déclaration, il avait aussi souligné ceci : « j'ai pris des mesures pour rétrograder Kolingba et les officiers supérieurs ».

Mais cette répression vise aussi d'autres parties de la société. Le président accuse aussi la France, son ancien allié, de soutenir ses ennemies et recherche d'autres soutiens internationaux.

Le 31 mai, l'armée menait des opérations de ratissage dans les quartiers sud de Bangui ; Kolingba demande aux ex-rebelles de déposer les armes. Dès lors, Bangui vit dans une atmosphère d'une vaste offensive contre les putschistes retranchés à Pétévo, Bimbo et Kassai. Le 1^{er} Juin, des violents combats et des opérations de ratissages avaient eu lieu. La chasse aux sorcières avait commencé, elle se dirigeait surtout vers les Yakoma, l'ethnie du général André Kolingba, dont 20 000 personnes ont fui durant cette période selon des estimations ou ont trouvé refuge à la résidence de France.

La reprise des hostilités militaires préconisée par Patassé, selon Prosper Ndouba, porte-parole à la Présidence, écarte toute idée de négociation malgré l'appel lancé par Kolingba aux rebelles pour qu'ils déposent les armes. Voici ce qu'il déclare : « c'est trop facile, Kolingba a tenté un coup, il a échoué, qu'il assure sa responsabilité, c'est tout ». Le même jour le Président Patassé accuse Kolingba et cinq autres officiers de sept chefs d'accusation dont : tentative de coup d'Etat et assassinats. En outre Kolingba et ses complices sont sanctionnés. Ce sont : le général Ndjengbo, le Colonel Gamba, le chef de bataillon Saulet, le Capitaine Galloty. Ils sont tous rétrogradés à la deuxième classe.

Le Président Patassé avait mis à prix la tête de Kolingba et « promet 25 millions à quiconque pourra l'amener mort ou vivant » a indiqué le porte-parole de la présidence. Les éléments de l'U.S.P, les miliciens Karako, Balawa, Sarawi, Codo et les hommes de Bemba engagés pour la reconquête des quartiers situés dans le sud-est de Bangui se livraient au pillage et aux viols. La plupart des habitants avaient simplement fui leurs domiciles de peur des représailles. Le Député Théophile Toubia du parti R.D.C, proche du général Kolingba était enlevé, au domicile de son beau-frère où il se cachait, puis froidement abattu. Son corps criblé de balles était retrouvé plus tard non loin du domicile de Patassé.

Le 7 juin, dix jours après le coup d'Etat manqué, les FACA, soutenues par les rebelles du M.L.C et les miliciens à la solde de Patassé, avaient réussi à neutraliser les mutins au terme de cinq jours de combats meurtriers. D'après le Ministre de la défense : « l'armée contrôle désormais toute la capitale » (Le citoyen n°1306, 2006).

3.2.Le coup d'Etat du 25 octobre 2002

En recherchant les causes du coup d'état du 28 mai 2001, la crédibilité de certains membres du gouvernement et de certains officiers de l'armée était remise en cause. C'est ainsi que Jean Jacques Demafouth, ministre de la défense et François Bozizé, chef d'Etat-major de l'armée étaient accusés. Très tôt, le ministre de la défense était arrêté sur ordre du président Patassé et mis en prison. Quant au général Bozizé, très respecté au sein de l'armée, il s'est vu remplacer à la tête de l'état-major par le général Antoine Gambi. Remercié, Bozizé allait se consacrer aux activités de son église qui allait aussitôt être fermée sur ordre du gouvernement. Bozizé était ensuite accusé d'avoir fomenté le coup d'Etat avec Kolingba. Convoqué par le juge d'instruction, il ressort des auditions de soupçons et des tentatives de putsch. Le harcèlement ne faisait que commencer malgré la désapprobation de la hiérarchie militaire et la mise en garde des partis politiques.

Le président Patassé, appuyé par quelques éléments militaires libyens chargés de sa sécurité, lance un assaut contre Bozizé. Informé d'une attaque imminente contre sa résidence, Bozizé, soutenu par quelques éléments du R.D.O.T avaient érigé des barricades sur la sortie nord en guise de protestation. Une médiation est alors engagée par le général Lamine Cissé, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en RCA.

Mais, en réalité l'objectif de Patassé était d'arrêter Bozizé. Le refus manifeste de ce dernier d'obtempérer au mandat d'amener qui lui était présenté le 3 novembre 2001, inquiétait le camp Patassé. Bozizé opposa alors une résistance armée pendant quelques jours à la sortie nord de Bangui. Profitant de la médiation, les forces loyalistes, appuyées des blindés libyens avaient lancé une offensive contre Bozizé et ses éléments. Sous la pression des bombardements d'un petit avion de la garde présidentielle, appuyés par les éléments de cette même garde au sol dirigés par le commandant Service, Bozizé s'était replié à Sido avec une centaine d'hommes qui lui étaient restés fidèles. Il recrute des jeunes dans les régions environnantes mais aussi des militaires centrafricains qui avaient déserté l'armée.

Le 2 novembre 2002 à Libreville, lors du sommet des chefs d'Etat de la CEMAC, un accord fut signé afin de résoudre la crise entre Bangui et Ndjama. Cet accord exigeant le départ sans condition du général Bozizé du Tchad vers l'Algérie, puis d'Abdoulaye Miskine

vers Togo. Dès lors, une porte s'ouvrait aux rebelles de Bozizé qui vont faire une incursion sur Bangui.

Ils s'emparèrent, le 25 octobre 2002, des quartiers situés dans le nord de la capitale: Boy-Rabé, Fouh, Combattant, Galabadja, I,II, III, Miskine et Malimaka. Progressant vers le centre-ville à 500 m de la résidence du Président Patassé, les assaillants atteignirent la route principale desservant la résidence du Président et celle du Premier Ministre ainsi que le siège du M.L.P.C. C'était ainsi qu'une contre-offensive des loyalistes appuyée des Libyens et les Congolais de Bemba repoussèrent les assaillants. Après six jours de combats sanglants, les soldats loyalistes avaient fini par les déloger.

Les rebelles étaient repoussés au prix d'intenses bombardements. Au cours de leur retrait, les rebelles allaient consolider leurs positions autour des villes comme Damara, Sibut Kaga-Bandoro, Bossangoa, Bozoum, Paoua, où ils organisèrent régulièrement des attaques, coupant ainsi Bangui de certaines régions du pays. Pendant des mois, les rebelles avaient pris en otage toute la population du centre et du nord du pays, avaient exigé comme préalable à toute discussion, le départ sans condition des troupes étrangères.

Devant cette situation dramatique, Patassé avait décidé la tenue d'un dialogue national. Ce forum national devait être présidé par l'archevêque Paulin Pomodimo, assisté d'Henri Maïdou. Au début du mois de novembre 2002, le gouvernement tchadien à travers son Ambassadeur en R.C.A ainsi que le journal français le Figaro faisaient état de massacre d'au moins 150 Tchadiens au kilomètre 13, commis par les troupes de Miskine, homme de main de Patassé.

Informé de la situation, le président Idriss Deby rétorque en ces termes sur les ondes de RFI : « je demande à Patassé et à son mercenaire Miskine de cesser de tuer les Tchadiens, d'arrêter les Tchadiens qui vivent en R.C.A, de les mettre en prison, de continuer à recruter des mercenaires ». Au terme de l'accord de Libye, les troupes libyennes étaient remplacées par les forces de la CEMAC.

3.3.Le coup d'état du 15 mars 2003

Le coup d'Etat du 15 mars 2003 était prévisible, car la situation tant politique que socio-économique du pays évoluait dans un climat de méfiance entre la population et ses dirigeants. Le régime de Patassé paraissait de plus en plus difficile à s'imposer face à la montée des pressions de part et d'autre mais surtout affaibli par les rumeurs d'avancé progressive des rebelles de Bozizé vers la capitale.

Dans une ambiance de fin de règne, le président Patassé avait essayé de faire imposer son régime en utilisant davantage la répression. Après une offensive des forces loyalistes, il croyait à la victoire de ses troupes sur les rebelles et s'était envolé pour le Niger.

En l'absence du président Patassé, du vendredi matin 14 mars au Samedi matin 15 mars, des rumeurs faisaient écho de la prise imminente de la ville de Bangui par les rebelles. En effet, le retrait des loyalistes et des troupes de Bemba devant l'avancée des rebelles était un soulagement dans la capitale.

Les rebelles marchèrent sur Bangui sans rencontrer de résistance, ni de la part des troupes de la CEMAC, ni des forces armées Centrafricaines, ni des troupes de Bemba qui d'ailleurs étaient en débandade. Le changement s'est fait sans bain de sang. Les troupes de Français

Bozizé avaient investi Bangui et leur chef s'était autoproclamé président de la R.C.A après avoir suspendu la constitution, dissout l'assemblée nationale et démis le gouvernement de Martin Ziguélé.

Aux environs de 20 heures, l'homme fort de Bangui s'était adressé à la Nation en ces termes :

Centrafricaine, Centrafricain, cher compatriote : en cette journée mémorable et historique qui met fin à dix ans d'errements démocratiques, de souffrances et d'extrême pauvreté, je voudrais très sincèrement et du fond du cœur te remercier pour le soutien inconditionnel et permanent que tu n'as cessé d'apporter à la lutte pour le retour de la paix et de la véritable démocratie en Centrafrique. Est-il nécessaire de rappeler que le régime défunt n'avait de démocratie que lorsque toutes actions étaient permises. Malgré que le pays regorge d'énormes potentialités, la R.C.A n'arrive pas à faire face au strict minimum en matière des dépenses de souveraineté. Notre mission est celle de la paix et de la réconciliation nationale... (Archives de la Radio Centrafrique).

CONCLUSION

Les crises militaro-politiques en République Centrafricaine de 1996 à 2003 avaient failli entraîner le pays dans une guerre civile. Après cette analyse, il ressort que les différents gouvernements qui s'étaient succédé, n'étaient pas à la hauteur de ce que les Centrafricains attendaient. L'instauration de la démocratie en Centrafrique ainsi que l'élection d'Ange Félix Patassé à la magistrature suprême de l'Etat avaient suscité beaucoup d'espoir dans le but de réconcilier les Centrafricains avec eux-mêmes. Mais hélas, le pilotage à vue, la démagogie, le tribalisme et le clientélisme étaient devenus les maîtres mots ou le système de gouvernement du pouvoir du MLPC.

C'est à partir de tous ces maux que les crises avaient commencé et n'eut été l'apport de la communauté internationale, la RCA devrait connaître un génocide.

REFERENCES

Sources imprimées

- F.I.D.H., discours et réalité : un fossé béant, Rapport d'activités
- Journal Le citoyen, n°1306, du 26 février 2006
- Jeune Afrique Economie, n° du 4 octobre 1999
- Journal Jeune Afrique, Juin 2001
- I.A Journal Béafrika International, février 1998, numéro spécial
- Ministère du Commerce, Rapport d'activités de 2000
- Archives de la CEMI, 1993

Sources webographiques

- www.sangonet.com/actu-snews/santeah/fich-RCA-unhcr2005.pdf
- www.sangonet.fr
- www.diplomatie.gouv.fr

Bibliographie

- Boubakar, *République Centrafricaine, la crise de l'armée*, Paris, 2001
- I-A. Aboubakar, *République Centrafricaine, situation institutionnelle*, Université de Montesquieu, Bordeaux IV, France
- T. Soni Kolé, cité par S-B. Mongaba, *Le déroulement des opérations militaires des crises militaro-politiques en RCA : 1996-2003*, mémoire de Maîtrise, Université de Bangui, 2009
- W. Grembouï, *L'apport de la société civile dans la résolution des conflits en RCA*, mémoire de Master 1 d'Histoire, Université de Bangui, 2009
- P. Kalck, *Histoire de la République Centrafricaine*, Berger Levrault, 1974
- J.P. Ngoupandé, *Chronologie des événements en RCA*, Bangui, 1996.